



VOL. V.—No. 22.

MONTREAL, JEUDI 28 MAI 1874.

ABONNEMENT, D'AVANCE, \$3.00.
PAR NUMERO, 7 CENTIMS.

AUX SOCIÉTÉS

Toutes les sociétés qui ont décidé d'assister à la fête du 24 juin à Montréal, doivent nous faire connaître positivement le nombre de leurs membres respectifs, pour lesquels le comité d'organisation de Montréal devra préparer d'avance le logement et la pension pour deux jours, à raison de \$3 en tout, comprenant admission au grand concert. Il faut absolument que l'on nous informe de cela le plus tard le 27 ou le 28 mai, car Montréal a beaucoup à faire d'avance pour recevoir autant de sociétés, et il est de toute nécessité que le comité d'organisation sache dès la fin de mai le nombre exact de membres des sociétés qui comptent sur lui pour avoir la pension et le logement préparés pour eux à leur arrivée.

Adressez :

FRED. HOUBE,
Worcester, Mass.

L'UNION

M. Cauchon, dans le *Journal de Québec*, et M. Barthe, dans la *Gazette de Sorel*, poursuivent chacun de leur côté une campagne en faveur de l'union des bas-canadiens sous un seul drapeau en vue de sauvegarder leurs intérêts particuliers de race et de religion. L'un et l'autre ont leur idée personnelle sur le mode d'effectuer cette union : ainsi M. Barthe croit que, dans les circonstances actuelles, il est du devoir de la minorité conservatrice de se fondre dans la majorité ministérielle, qui renferme déjà plusieurs nuances d'opinions. Il nous paraît plus juste d'accepter pour point de départ la nécessité de concessions réciproques dans une pensée patriotique commune à tous ; mais ce sont là les détails du projet, et nous n'avons pas à les discuter ici.

Nous nous contentons de constater que l'idée elle-même d'une fusion de toute nos forces est acceptée par beaucoup d'esprits éclairés. On comprend que nous sommes dans une période de transition d'où la province de Québec sortira affaiblie ou fortifiée, selon le plan stratégique qu'elle adoptera sur le champ de bataille parlementaire et selon les alliances qu'elle saura se ménager. Il suffit pour le moment que cette prévision soit acceptée comme vérité théorique : nous avons assez de confiance dans le patriotisme de nos représentants, et, s'ils manquaient à leurs devoirs, nous croyons assez à la puissance du sentiment public, pour nourrir l'espoir que l'union, jugée en théorie si nécessaire, passera dans le domaine des faits de la manière la plus naturelle dès que les passions surexcitées par un changement de ministère et des élections générales se seront calmées. Les animosités des partis et les ambitions des individus sont des obstacles sérieux à la réalisation même des plus grandes choses, et si nous oublions nos devoirs dans le cas actuel, ce ne serait pas la première fois que la patrie aurait souffert des disputes des factions ; mais, excepté dans les pays irrévocablement condamnés à une décadence prochaine, ce triomphe de l'intérêt individuel sur l'intérêt commun ne dure qu'un jour. Bientôt le cœur de la nation, égaré un instant par de fausses paroles, retrouve sa droiture naturelle et ses pulsations régulières ; le peuple renaît à lui-même, comprend mieux ses intérêts et sa mission, oublie ses querelles intestines, et s'engage d'un

pas ferme dans ses véritables voies. Un seul fait, un événement secondaire parfois, mais frappant pour le grand nombre de ceux qui ne savent pas prendre une vue d'ensemble, détermine ce revirement salutaire. Il arrive toujours une heure où le peuple, indifférent jusque-là aux bons conseils, a conscience du danger ou de la mesquinerie de certaines querelles ; il songe alors à se fortifier, il élève son cœur au-dessus des vaines animosités et des vaines rancunes. *Sursum corda!*

L'Événement, en réponse à la *Gazette de Sorel*, se déclare en faveur de l'union pour la protection de nos intérêts matériels, mais ajoute que, pour ce qui est de nos intérêts nationaux et religieux, il compte plus sur nos alliances que sur notre union. "Il ne nous sert à rien, dit-il, d'être unis, si nous sommes seuls. Notre union ostensible provoque l'union des autres, et nous nous trouvons en minorité. C'est la faute de la confédération sans doute ; mais c'est aussi la faute de notre situation isolée dans une contrée anglaise. Il n'y a rien à y faire, et il faut se soumettre au sort qui nous est fait par les circonstances. . . . Notre malheur du reste est loin d'être irréparable. L'esprit anglais est fort élastique et le système constitutionnel vit de compromis. C'est à l'aide d'alliances que nous pouvons suppléer à ce qui nous manque."

Précisément, c'est par nos alliances que nous triompherons. Mais notre confrère oublie que l'on prêche l'union comme le seul moyen d'avoir des alliés. C'est ce qu'il faudrait discuter.

Notre confrère prétend que pour résoudre à notre avantage les questions religieuses et nationales nous devons compter sur l'esprit de parti de nos alliés. Fort bien ! Mais quel est le moyen de nous faire des alliés et de les garder dans les occasions décisives ? Est-ce de nous diviser nous-mêmes en partis hostiles, ou bien de ne former qu'un seul parti ? Le bon sens dit que si nous partageons nos forces en deux fractions, l'une et l'autre seront moins respectées et recherchées que si elles sont unies et ne forment qu'une seule phalange. Deux hommes qui se battent sont moins à redouter que deux autres qui agissent de concert. Si nous neutralisons le vote de notre province en le divisant, les autres provinces n'auront aucun intérêt à s'allier à nous ; si, au contraire, nous unissons nos votes, elles chercheront à s'assurer cet appoint considérable, et nous pourrions toujours ainsi poser nos conditions.

L'Événement lui-même nous demande de "remarquer que dans les autres provinces on ne s'unit pas sur des questions de principes, mais sur des questions d'intérêt." Nous le remarquons en effet, et c'est une raison de plus pour nous faire croire que l'union est le vrai moyen d'obtenir des alliances. Ayons un gros vote à mettre dans la balance parlementaire, et nous gagnerons vite le cœur de gens qui ne se laissent guider que par leur intérêt. Qui oserait dire que M. Mackenzie n'aurait pas été obligé de céder sur la question de l'annexion, si nous avions été unis, si la province de Québec avait, à l'ouverture de la session, posé carrément la question de cabinet ? Il a résisté, parce qu'il voyait notre faiblesse et comprenait qu'il pouvait nous faire plier au lieu de se rendre lui-même.

Laissons s'apaiser les passions nées des luttes récentes, et l'idée d'union sera bientôt admise sans restrictions par tout le monde.

OSCAR DUNN.

LA QUESTION AGRICOLE

Le printemps, cette année, a été marqué par une véritable disette de fourrages dans les campagnes. En beaucoup d'endroits les bestiaux, même les chevaux, sont morts de faim ; s'ils "ne mouraient pas tous, tous étaient frappés," et l'on cite plusieurs cultivateurs dont les chevaux sont aujourd'hui trop affaiblis pour faire le travail des semailles. On a vu des habitants forcés de donner en nourriture aux animaux les toits de chaume qui couvraient leurs granges depuis nombre d'années ; les moins éprouvés ont des vaches qui chancellent. Ceux qui sont réduits à ces extrémités sont les mêmes qui, l'automne dernier et durant l'hiver, vendaient leur paille pour deux ou trois piastres les cent bottes ! Avec une imprévoyance qu'ils comprennent mieux que personne maintenant, ils comptaient sans le printemps tardif qui a trouvé leurs greniers vides comme leur bourse.

Il y a dans ce malheur un enseignement dont nous devrions savoir profiter. La peine réelle, la compassion que nous inspirent des faits semblables doit nous déterminer à rechercher sérieusement les moyens d'en prévenir le retour. Quand le puits est à sec on connaît le prix de l'eau.

Parmi les proverbes, expression du sens commun qui doit présider aux actions journalières, il en est deux qu'il faut savoir concilier pour être réputé sage. Le premier dit : La richesse est à qui la possède, non pas à qui en est possédé ; le second : Lorsque l'argent entre par la porte, il faut prendre garde qu'il ne sorte par les fenêtres. Obéir à ces deux proverbes, c'est à la fois se respecter soi-même en fuyant l'avarice, en jouissant avec discrétion du bien acquis, et se montrer prévoyant en faisant des épargnes pour l'avenir. Le détachement des richesses joint à la prévoyance, tout est là, surtout en agriculture. Mais nous autres, Canadiens, nous avons une façon particulière de jeter nos revenus par les fenêtres sans cesse d'aimer l'argent. Nous ne laissons pas facilement sortir de notre gousset une pièce de cinq sous, et cependant, d'un cœur léger, nous faisons des dettes pour acheter un article de luxe, nous mangeons les produits de nos terres en parties de plaisir, nous perdons notre temps. Lorsqu'on nous parle des succès de telle ou telle famille de cultivateurs arrivés depuis peu d'Angleterre ou de France, nous aimons à répondre : "Ce n'est pas étonnant, ces gens-là ne mangent pas, ne dépensent rien." Il se peut, en effet, que leur économie soit poussée à l'excès ; certaines privations n'ont rien d'honorable, et répugnent dans tous les cas aux habitudes de vie plus large du nouveau monde ; mais tout de même, et tenant compte des différences de mœurs et de caractères, nous péchons, avouons-le, par l'excès contraire, et nous oublions trop que de grasse cuisine sort maigre testament.

Le luxe en toutes choses est notre défaut capital. Allez, le dimanche, dans une paroisse quelconque du Bas-Canada ; en voyant tant d'élégants équipages, vous êtes émerveillés, et l'étranger constate avec surprise qu'il n'existe pas de *paysans* dans notre province, qu'il n'y a que des cultivateurs à l'aise. Mais d'un autre côté, si vous comparez le prix de ces beaux chevaux, de ces beaux harnais, de ces belles voitures, avec le chiffre des revenus du propriétaire, vous serez obligés de reconnaître chez ce dernier une certaine extravagance. Et si l'on vous apprend ensuite qu'un grand nombre de Canadiens-Français ont été forcés